

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1924.

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LÉGISLATION EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LES REVENUS ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES,
DES BUDGETS ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. **PUSSEMIER**.

MESSIEURS,

Le Sénat a amendé quelques dispositions du projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus que vous avez adopté le 26 juillet 1923.

Le texte de ces amendements; l'exposé des motifs qui en ont amené l'adoption; l'avis qu'émet à leur égard votre Commission des finances sont reproduits, ci-après, sous des titres qui vous permettront de retrouver à quelle partie de la législation qui est en vigueur, ou du projet de loi que vous avez discuté en 1923, ces amendements se rapportent.

TITRE PREMIER

Des impôts cédulaires sur les revenus.

CHAPITRE PREMIER.

BASES DE L'IMPÔT.

§ 4. — De l'impôt sur les revenus professionnels ou taxe professionnelle.

ART. 2 DU PROJET DE LOI TRANSMIS PAR LE SÉNAT.

(Art. 2 du projet voté en 1923. — *Des revenus qu'atteint la taxe professionnelle.*
Rapport 1923, p. 7.)

L'article 25 des lois coordonnées énumère les revenus que la taxe professionnelle atteint.

⁽¹⁾ Projet de loi amendé par le Sénat, n° 82.

⁽²⁾ Composition de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* :
MM. MECHÉLYNCK, président; HALLET, HOUTART, vice-présidents; CARLIER, DAVID,
secrétaires; BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Auguste), DE LIEDEKERKE, DONNAY, OZERAY,
PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

Ce texte est libellé comme suit :

« La taxe professionnelle atteint tous les revenus désignés ci-après :

» 1° Les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles
» quelconques, y compris les bénéfices résultant du travail personnel des associés
» dans les sociétés civiles ou commerciales, possédant une personnalité juridique
» distincte de celle des associés ;

» 2° Les rémunérations diverses des fonctionnaires et employés publics ou
» privés, ainsi que tous salaires ; les pensions et rentes viagères, à l'exception
» des pensions alimentaires et des pensions allouées aux invalides et aux mutilés
» de la guerre ;

» 3° Les profits, quelle que soit leur dénomination, des professions libérales,
» charges ou offices et de toutes occupations lucratives, non visées aux 1° et
» 2° du présent article.

» Toutefois, est déduite de la taxe des personnes physiques la taxe correspon-
» dant au minimum exempté de la supertaxe en vertu de l'article 41 et, le cas
» échéant, des articles 42 et 43 si les personnes à charge redevable ne jouissant
» pas de revenus professionnels.

» Pour la taxe professionnelle, le minimum d'exemption est déterminé en
» égard à la population de la commune où la profession est exercée.

« La taxe professionnelle est fixée forfaitairement à 12 francs par an pour les
» revenus ou partie de revenus exemptés en vertu des dispositions qui précèdent ».

En 1923, le Gouvernement, dans le projet qu'il soumit à la Chambre, n'amendait que l'alinéa 6. Il voulait seulement faire consacrer par un vote formel du Parlement une jurisprudence existante, faisant bénéficier l'ouvrier qui réside dans une autre commune que celle où il travaille, de la réduction de taxe professionnelle la plus élevée.

Mais la Chambre décida d'amender aussi le 2° du texte de l'article ; d'étendre par là la portée d'une modification à la législation primitive qui fut introduite par le vote de l'article 3 de la loi du 3 août 1920 et d'exonérer ainsi de la taxe les pensions allouées aux invalides et accidentés du travail, comme étaient, depuis 1920, exonérées les pensions allouées aux invalides et aux mutilés de la guerre.

Le Sénat a adopté les amendements qui furent votés par la Chambre ; mais, d'abord, il a fait préciser la portée exacte de l'article 3 de la loi du 3 avril 1920, et il a ensuite complété la revision du texte de l'article 25 de la loi organique.

La portée exacte du texte de l'article 3 de la loi de 1920 a été précisée, parce qu'il résulte de la déclaration faite par M. Theunis, Premier Ministre (*Ann. parl. Sénat, séance du 19 décembre 1923, p. 132, col. 1*), que les pensions allouées aux invalides et aux mutilés *civils* de la guerre bénéficient, comme celles des invalides et des mutilés militaires, d'une même immunité.

La revision de l'article 25 a été complétée, parce que le Sénat a décidé :

1° En amendant, à son tour, le texte du 2° de l'article, que ne seront pas atteintes par la taxe professionnelle *les indemnités et les allocations familiales pour chaque enfant à charge au delà de trois qui peuvent s'ajouter au salaire ;*

2° En complétant le texte du cinquième alinéa de l'article, qu'en plus de la déduction déjà prévue à cet alinéa, *la taxe professionnelle du chef de famille sera en outre, diminuée pour chaque enfant à charge au delà de trois, sans que cependant cette déduction puisse dépasser le maximum fixé au § 2 de l'article 45.*

Résumons d'abord le débat auquel l'immunité des indemnités et des allocations familiales a donné lieu.

Au cours de la discussion générale du projet de loi et de la discussion en première lecture, il s'était formé au Sénat une majorité qui décida d'amender toutes les dispositions de la loi organique lésant ou paraissant léser les droits des familles nombreuses.

Cette majorité qui justifiait son attitude en faisant valoir qu'une réduction de la taxe professionnelle ou de la supertaxe due par le chef d'une famille nombreuse compenserait pour cette dernière la charge qui lui imposait le paiement d'impôts indirects, décida que toute indemnité ou allocation familiale *quelconque* ne serait jamais atteinte par la taxe professionnelle. (*Ann. parl., Sénat, séance du 19 décembre 1923, p. 133, col. 1.*)

Le Gouvernement avait cependant fait remarquer que l'adoption d'un principe aussi général serait difficile. Il avait signalé notamment que l'octroi d'allocations familiales comprenait soit le paiement régulier d'indemnités, soit le paiement d'indemnités exceptionnelles une fois remises à l'occasion d'un événement donné; il ajoutait que l'organisation des caisses de compensation n'était pas générale dans toutes les régions du pays; il demandait si dans les régions où une caisse de compensation n'était pas établie le salaire, ou pour s'exprimer plus exactement, le revenu professionnel n'aurait pas, en principe, dû être réduit à concurrence du montant de l'indemnité accordée par ces caisses là où elles interviennent. Comme on le voit, l'application d'un principe aussi général devenait presque impossible.

Au cours de la discussion en seconde lecture, le Sénat constatant que le Gouvernement se ralliait au principe sur lequel les familles nombreuses basaient leurs revendications; — qu'il n'en combattait que les applications excessives, celles qui dépasseraient le but réel poursuivi; celles qui supprimeraient la participation théorique de tout citoyen à l'impôt; — prenant acte du fait que le Gouvernement admettait, comme on le verra ci-après, une réduction de la taxe professionnelle ou de la supertaxe quand le redevable de l'impôt avait charge d'une famille nombreuse; — décida l'immunité des indemnités ou des allocations familiales qui seraient accordées *pour chaque enfant au delà de trois*. (*Sénat, séance du 9 janvier 1914, pp. 202-204.*)

Les motifs qui ont amené ce vote, et la portée exacte du texte qui fut adopté, ont été résumés ou définis comme suit par M. de Mévius, rapporteur :

« Il ne faut pas, pour des raisons de sentiments, annihiler complètement les » effets d'une loi destinée à procurer au Trésor une partie de ses ressources dont » il a si grand besoin. Nous ne pouvons donc, malgré nous, suivre les impul- » sions généreuses qui animent à bon droit la plupart des membres de la Haute

» assemblée. Les amendements... ont pour effet de limiter les avantages accordés
» aux seules familles nombreuses...

» Il reste bien entendu, ainsi que le Ministre l'a déjà déclaré au Sénat, que
» les allocations extraordinaires ou spéciales attribuées à l'occasion d'une nais-
» sance, d'une première communion, d'une maladie ou d'une opération, ne
» subiront jamais l'emprise fiscale dans le chef de l'ouvrier ou de l'employé qui
» en bénéficiera. Les allocations ou indemnités familiales dont l'imposabilité est
» envisagée sont celles qui ont un caractère permanent, régulier. » (*Sénat, séance du 9 janvier 1924, p. 203.*)

La majorité des membres de votre commission des finances a décidé de vous proposer d'adopter le texte voté par le Sénat.

Passons à l'amendement par lequel est complété le texte du cinquième alinéa de l'article qui nous occupe.

Par application des dispositions légales qui sont en vigueur, le montant de la taxe professionnelle qui est due par un redevable est arrêtée en tenant compte du minimum de revenu jugé indispensable à son entretien (*art. 41, § 1 des lois coordonnées*), ainsi que des charges de famille qui lui incombent (*art. 42 et 43*).

Au cours du vote du projet de loi en première lecture, le Sénat voulant une nouvelle fois favoriser les familles nombreuses, décida que la cotisation réduite par application des textes cités serait encore diminuée de 5 % pour chaque membre de la famille du contribuable qui serait à sa charge.

Le Gouvernement ayant démontré que par l'application des textes qui avaient été votés à la Chambre et que le Sénat n'amendait pas; et surtout que par l'adoption des dégrèvements à la base qu'il proposait et dont vous trouverez le détail ci-après, la taxe était si réduite, qu'en fait elle n'était plus perçue pour les familles comptant cinq enfants, qu'à titre d'indication de l'obligation pour chaque citoyen de collaborer, si peu que ce soit, au paiement des charges de la nation, le Sénat renonça, au vote en seconde lecture, à la réduction nouvelle de la taxe dès qu'il existait une charge de famille quelconque et limita la diminution de 5 % par enfant au cas où le redevable avait plus de trois enfants à sa charge.

La majorité des membres de votre commission a décidé de vous proposer d'adopter le texte voté par le Sénat dont, soit dit ici une fois pour toutes, les conséquences sont indiquées dans les tableaux publiés en annexes au présent rapport.

TITRE II.

De l'impôt complémentaire sur les revenus ou supertaxe.

CHAPITRE PREMIER.

BASES DE L'IMPOT.

ARTICLE 10 DU PROJET TRANSMIS PAR LE SÉNAT.

(Art. 10 du projet voté en 1923. Majoration, par membre de famille, du minimum de revenus exemptés de la supertaxe. — Rapport 1923, p. 20.)

La loi organique d'impôt sur le revenu, il importe de le rappeler ici, stipule d'abord, article 41, qu'est déduit de la supertaxe l'impôt correspondant à la portion du revenu global représentant la somme requise pour assurer un minimum d'existence et ensuite, article 42, que ce minimum de revenu augmente à raison des charges de famille.

En 1923, la Chambre voulant réduire la supertaxe du redevable ayant charge de famille, décida de substituer au texte des deux premiers alinéas de l'article 42 un texte nouveau.

Le texte qui était en vigueur était libellé comme suit :

- « Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable
- » au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu de
- » l'article 41 est augmenté d'un dixième.
- » Cet accroissement est doublé pour la femme et pour chaque enfant âgé de
- » plus de 8 ans à la date précitée.
- » Si le contribuable est veuf ou veuve cet accroissement est augmenté de
- » moitié par personne à sa charge. »

Le texte qui fut voté par la Chambre fut libellé comme suit :

- « Le minimum exempté en vertu de l'article 41 est :
- » 1^o Augmenté d'un quart si le contribuable est marié au 1^{er} janvier de
- » l'année de l'imposition ;
- » Augmenté d'un cinquième pour chaque autre membre de la famille qui est
- » à sa charge à la même date du 1^{er} janvier. »

A ce dernier texte le Sénat a décidé de substituer le texte suivant, qui donne à l'article 42 tout entier et non aux deux premiers alinéas seulement une rédaction nouvelle :

- « Le minimum exempté en vertu de l'article 41 est augmenté d'un quart pour
- » chaque membre de la famille à la charge du redevable au 1^{er} janvier de l'année
- » de l'imposition.
- » Pour chaque enfant à charge au delà de trois, ledit accroissement est fixé
- » uniformément au tiers du minimum applicable dans les communes de 60,000
- » habitants et plus.
- » Si le contribuable est veuf ou veuve, le nombre des personnes à sa charge
- » est augmenté d'une unité. »

Le vote, au cours de la discussion en première lecture du projet de loi — de ce texte qui émane du Gouvernement, a été précédé d'un long débat provoqué par le dépôt d'amendements au texte transmis par la Chambre au Sénat.

Les amendements avaient pour objet, soit de majorer le montant du chiffre du revenu minimum exonéré pour tout contribuable, soit de rechercher la formule pratique assurant une réduction d'impôt au chef de famille.

Le Gouvernement ayant démontré d'abord que l'adoption de certains amendements aurait eu pour conséquence de soustraire au paiement de tout impôt un petit ménage, possédant un revenu de 10,500 francs et composé du père, de la mère et de deux enfants; ensuite que par application du texte qu'il proposait, une famille, comptant cinq enfants, possédant un revenu de 11,111 francs, résidant dans une commune de 60,000 habitants, ne paierait plus que 28 francs environ de taxe professionnelle et de supertaxe au lieu de 120 francs comme cela est le cas aujourd'hui; le Sénat, repoussa tous les autres amendements qui avaient été déposés et, par assis et levés, adopta, en première et en seconde lecture, le texte du gouvernement.

Par 62 voix contre 31 et 1 abstention il rejeta aussi un amendement qui avait pour objet de limiter le bénéfice de la réduction qui était allouée à tout redevable ou de la réduction spéciale qui serait allouée à l'avenir au redevable ayant charge de famille, aux revenus globaux inférieurs à 30,000 francs.

La majorité des membres de votre Commission vous propose d'adopter le texte qui vous est soumis par le Sénat.

Sans amender ce texte votre Commission croit devoir le commenter.

Le dernier alinéa stipule : « Si le contribuable est veuf ou veuve, le nombre » des personnes à sa charge est augmenté d'une unité ».

Sous l'empire de la législation qui est en vigueur le veuf ou la veuve sans charges de famille sont assimilés aux célibataires.

L'assimilation est fondée; il ne peut y avoir doute qu'il en sera encore ainsi si le texte proposé est voté, car il ne prévoit l'applicabilité de la réduction spéciale que dans le cas où, malgré le décès de l'époux ou de l'épouse, une augmentation du nombre des personnes qui demeurent encore à charge est possible.

CHAPITRE II.

DÉTERMINATION DU TAUX DE LA SUPERTAXE.

ART. 11 DU PROJET DE LOI TRANSMIS PAR LE SÉNAT.

(Art. 11 du projet voté en 1923. Montant du taux prélevé par tranche du revenu. Rapport 1923, p. 22.)

Le Sénat a admis l'échelle de tarification établie par le projet de loi voté en 1923 par la Chambre et qui remplaçait celle qui est prévue par l'article 44 des lois coordonnées.

Il a cependant complété par un alinéa nouveau le texte qui sera substitué, d'après le projet de 1923, à celui de l'article 44 qui est en vigueur.

Cet alinéa est libellé comme suit :

§ 4. La supertaxe peut être perçue par voie de retenue « en même temps que » la taxe professionnelle et selon les mêmes modalités ».

Cet amendement, dû au Gouvernement, a été adopté sans opposition réelle au Sénat.

Il confère au Gouvernement une faculté, il n'impose aucune obligation; le Gouvernement compte, comme l'a dit M. Theunis, n'entrer qu'avec prudence dans la voie nouvelle; il a cru devoir solliciter le vote de cet amendement pour éviter que le paiement, en un seul versement d'une supertaxe due à raison d'un revenu professionnel encaissé au cours d'un exercice antérieur, grevait lourdement à l'improviste certains budgets modestes. Établir une supertaxe provisoire, en admettre le paiement mensuel comme on le fait pour la taxe professionnelle, n'imposer pour l'exercice suivant que le paiement d'un ajustement de la supertaxe répond à un vœu souvent formulé.

La majorité des membres de votre Commission, vous propose d'adopter le texte de l'article 44 tel qu'il a été amendé par le Sénat.

ART. 12 DU PROJET DE LOI TRANSMIS PAR LE SÉNAT.

(Art. 12 du projet voté en 1923. — Personnes à charge du redevable assujetti à la supertaxe. — Rapport 1923, p. 25.)

La législation coordonnée qui est en vigueur se bornait à stipuler simplement que la supertaxe due par un redevable était diminuée de 5 % pour chaque membre de sa famille qui était à sa charge.

Comme on l'a démontré à la Chambre en 1923, un texte aussi général faisait bénéficier de réductions excessives la taxe de redevables dont les ressources étaient élevées et les charges minimales.

Voulant d'une part supprimer l'abus de réductions injustifiées, et sauvegarder les

intérêts du Trésor, mais aussi reconnaître les besoins des familles nombreuses, la Chambre décida que si, en principe, une déduction de 5 % de la cotisation était accordée pour chaque membre de la famille du contribuable qui était à sa charge, cette déduction ne pouvait, en tous cas, dépasser un certain minimum.

Le texte suivant fut voté par la Chambre et soumis au Sénat.

L'article 45 est modifié comme suit :

« § 1^{er}. — La cotisation calculée conformément à l'article précédent est diminuée de 5 % pour chaque membre de la famille du contribuable qui est à sa charge.

» Cette déduction n'est pas applicable à la supertaxe forfaitaire prévue au § 3 de l'article précédent.

» La déduction prévue au § 1^{er} ne peut dépasser 1,000 francs par personne à charge du redevable.

» Toute fois, ce maximum est augmenté progressivement de 100 francs pour chaque personne à charge au delà de deux.

Il fut l'objet de vives discussions au sein de cette dernière assemblée.

Certains amendements avaient pour résultat de maintenir, sans modification, la législation qui est en vigueur, et ils étaient justifiés par la considération que certaines familles nombreuses perdaient par l'application des textes proposés, la réduction d'impôt dont elles avaient bénéficié jusqu'ici. Ces amendements furent repoussés parce que, en tous cas, les textes votés par la Chambre ainsi que des textes nouveaux accueillis avec sympathie au Sénat, n'atteignaient en réalité que des familles jouissant déjà d'une très large aisance. Des tableaux publiés aussi en annexe au présent rapport le démontrent.

D'autres amendements faisaient bénéficier toute famille ayant au moins deux enfants de la déduction de 5 %, mais compensaient la perte qui résulterait pour le trésor d'une part de la conception large de la notion de la famille nombreuse, d'autre part de la suppression du montant maximum qu'une réduction de taxe pourrait atteindre, par la majoration notamment de la cotisation du contribuable célibataire (25 centimes additionnels) de celle des contribuables mariés sans enfants (10 centimes additionnels) et de celle des contribuables mariés avec un enfant (5 centimes additionnels). Les amendements furent repoussés parce qu'ils s'étendaient à l'extrême la notion de la famille nombreuse et surtout parce qu'ils aggravaient les charges de redevables qui payaient l'impôt sans aucune réduction comme les célibataires et les veufs et qu'ils supprimaient toute réduction quelconque pour des redevables ayant déjà charge de famille.

Le Sénat dont, il faut le répéter, une imposante majorité de membres a voulu au cours de toute la discussion du projet de loi faire triompher les raisonnables revendications des familles nombreuses, constatant, d'une part, que ces familles auraient bénéficié par les votes déjà émis d'une importante réduction des taxes professionnelles, constatant qu'un texte présenté par le Gouvernement augmentait sensiblement pour ces familles les réductions de supertaxe accordées par la Chambre, puisqu'il majorait très considérablement le montant maximum de la réduction à mesure qu'augmentait le nombre des enfants à charge se rallia, à ce texte.

Le texte voté par la Chambre augmentait progressivement le minimum de réduction, fixé à 1,000 francs en principe, de 100 francs par personne à charge au-delà de deux; celui du Gouvernement portait ce maximum à 1,300, 1,700, 2,200, 2,800 et ainsi de suite pour les quatrième, cinquième, sixième, septième enfants et au-delà.

Votre Commission vous propose d'adopter le texte qui fut admis par le Sénat.

Ce texte est libellé comme suit :

- « § 1. La cotisation calculée conformément à l'article précédent est diminuée » de 5 % pour chaque membre de la famille du contribuable qui est à sa charge.
 - » Cette déduction n'est pas appliquée à la supertaxe forfaitaire, prévue au » paragraphe 3 de l'article précédent.
 - » § 2. La déduction accordée par le paragraphe 1^{er} y compris celle que » prévoit l'article 25, 5^{me} alinéa, ne peut dépasser 1,000 francs par personne » à charge du redevable.
 - » Toutefois, ce maximum est porté respectivement à 1,300, 1,700, 2,200, » 2,800 et ainsi de suite pour le 4^e, 5^e, 6^e, 7^e enfant et au delà. »
-

TITRE III

De l'établissement et du recouvrement des taxes.

§ 3. — Des réclamations et recours.

*(Des peines applicables en cas de réclamations reconnues non fondées.
Article 17 du projet voté par la Chambre en 1923. Rapport 1923, p. 30.)*

En 1923, la Chambre avait complété par le texte suivant le libellé de l'article 61 des lois coordonnées :

« En cas de réclamations manifestement non fondées, la décision qui la rejette peut mettre les frais de l'instruction administrative à charge du réclamant ; ces frais sont fixés à 25 francs. »

Cet amendement de l'article 61 a été repoussé par le Sénat.

M. Theunis a résumé comme suit les motifs qui ont justifié les votes émis par la Chambre et par le Sénat :

« L'idée de l'Administration des Finances était de lutter contre une certaine
» tendance qui s'est manifestée dans des réclamations collectives. Dans certaines
» villes du pays il y avait toute une série de gens qui, par des formules imprimées
» ou tirées au duplicateur, encombraient l'administration par des réclamations
» injustifiées. Dans ces conditions, il est évident qu'il y avait lieu de prononcer
» des pénalités pour éviter que cette pratique ne s'accroût. Toutefois, depuis
» quelques temps, il ne paraît pas que les abus se soient développés et, comme
» je ne veux pas donner l'impression pour l'application d'un impôt assez
» complexe, surtout au début, que l'Administration des Finances ne voudrait pas
» examiner des réclamations, je me rallie à l'amendement de la Commission. »

Votre Commission vous propose de ne pas insister d'avantage en faveur d'une disposition aujourd'hui jugée inutile par le Gouvernement.

§ 4. Des droits et privilèges du Trésor en matière de recouvrement.

ART. 19 DU PROJET DE LOI TRANSMIS PAR LE SÉNAT.

(Art. 20 du projet voté en 1923. — Obligations imposées aux notaires ou aux fonctionnaires publics chargés de la vente soit de meubles, soit d'immeubles.)

En 1923 une rédaction nouvelle avait été donnée par la Chambre au texte de l'article 73 des lois coordonnées pour éviter que, à l'avenir, moins que par le

passé, les administrations chargées d'encaisser les impôts dus à l'État, aux provinces et aux communes, ne se trouvent, en suite de ventes faites à l'intervention d'officiers ministériels, en présence de débiteurs insolvables. En précisant et en accentuant l'obligation qui était imposée à ces officiers ministériels d'avertir les représentants des administrations intéressées des ventes projetées on assurait en résumé la perception d'impôts non liquidés.

Au texte voté par la Chambre le Sénat apporte des modifications de rédaction.

Votre commission se rallie à ces modifications.

ART. 20 DU PROJET DE LOI TRANSMIS PAR LE SÉNAT.

*(Article 21 du projet voté en 1923. — Rappel ou restitution de taxes.
Rapport 1923, p. 31.)*

Le Sénat a amendé le texte voté par la Chambre en 1923.

Voici ces amendements :

1° La Chambre avait décidé qu'un impôt éludé pouvait être réclamé ou rappelé par l'administration pendant dix ans, s'il y avait fraude du redevable ; pendant cinq ans s'il y avait erreur de la part de ce dernier.

La distinction entre les cas de fraude et ceux d'erreur est supprimée par le Sénat et la prescription uniformément fixée à cinq ans, afin d'assurer le droit de défense du contribuable vis à vis de l'administration, puisque seuls des organismes bien établis possèdent, semble-t-il, une comptabilité assez complète ou des archives suffisamment classées pour pouvoir encore, après cinq ans, discuter à propos d'une erreur ou d'une irrégularité qui aurait été relevée par l'administration ;

2° La Chambre avait décidé aussi, en 1923, qu'en cas de restitution d'impôts indûment perçus le montant de ceux-ci, majorés des intérêts moratoires au taux civil, seraient restitués..

Le Sénat a décidé que les impôts indûment perçus seraient productifs du même taux d'intérêt que celui qui était dû par les redevables qui sont en retard de paiement de leur impôt.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer d'adopter les amendements qui ont été votés par le Sénat.

En résumé, le projet de loi que vous aviez adopté le 28 juillet 1923 a subi au cours des discussions dont il a été l'objet au Sénat d'assez profondes modifications.

Celles-ci réduisent assez notablement l'augmentation de recettes que le Trésor espérait trouver dans la revision que le Gouvernement vous proposait de la législation organique de l'impôt sur le revenu. De cette réduction il ne faut pas trop se plaindre ; les familles nombreuses dont les charges sont lourdes et dont la situation exige toute l'attention ainsi que toute la sollicitude du législateur en bénéficient seules. Aussi la majorité des membres de votre Commission s'est-elle ralliée aux idées qui ont triomphé au Sénat.

Votre Commission croit devoir terminer le rapport qu'elle a l'honneur de vous adresser par une déclaration qui recueillera sans doute votre assentiment et qui, elle aussi, diminuera la crainte qu'inspire en général au public toute proposition de majoration de taxes.

Parmi les dispositions du projet de loi qui, voté en 1924 seulement, seront rétroactivement appliquées sans doute en 1923, figure celle qui augmente le taux des accroissements de revenus exonérés consentis pour charges de famille.

Or, pour l'octroi des sursis en matière de milice, des pensions de vieillesse, des allocations sur le fonds des mieux doués, l'appréciation du degré d'aisance des requérants se fait en égard au montant des revenus exonérés auxquels ils peuvent prétendre, et, pour l'année 1923, les contrôleurs ont fourni dans ces différents domaines de nombreux renseignements basés, cela va de soi, sur les dispositions légales qui sont en vigueur.

Il ne paraît pas possible de revenir sur toutes les situations qui sont ainsi établies; d'autre part, il serait, semble-t-il, peu équitable d'appliquer deux modes d'appréciation différents suivant que les contrôleurs ont été appelés à se prononcer avant ou après le vote de la loi nouvelle. Dès lors la solution la plus rationnelle consisterait à n'appliquer la rétroactivité que dans le seul domaine fiscal.

Votre Commission estime qu'il doit en être ainsi.

Il suffira que le Gouvernement et que la Chambre manifestent leur accord sur l'interprétation que la Commission donne aux textes qui vous sont soumis pour en définir la portée, sans devoir insérer de dispositions spéciales dans le projet de loi qui vous est soumis.

Le texte du présent rapport a été approuvé par la majorité des membres de la Commission.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président ff.,

P. DE LIEDEKERKE.

ANNEXES

IMPÔTS SUR LES REVENUS

TAXE PROFESSIONNELLE ET SUPERTAXE

TABLEAUX DE COMPARAISON

entre le système actuellement en vigueur et le nouveau régime
prévu par le projet de loi soumis à la Chambre.

Localités de moins de 5,000 habitants.

Montant des revenus nets taxables 1	Situation de famille. 2	Régime actuel.			Régime nouveau.		
		Taxe profession- nelle. 3	Supertaxe. 4	Total des col. 3 et 4. 5	Taxe profession- nelle. 6	Supertaxe. 7	Total des col. 6 et 7. 8
5,000	Célibataire . . .	80 »	14 50	94 50	80 »	14 50	94 50
	Marié sans enfants .	71 60	11 80	83 40	69 60	11 30	80 90
	Id. avec 2 enfants.	53 »	7 »	60 »	45 30	5 70	51 »
	Id. avec 4 id. .	32 »	3 »	35 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 6 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 8 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
10,000	Célibataire . . .	230 »	64 50	294 50	230 »	104 »	334 »
	Marié sans enfants .	221 60	59 30	280 90	219 60	93 90	313 50
	Id. avec 2 enfants.	203 »	49 50	252 50	195 30	75 10	270 40
	Id. avec 4 id. .	182 »	40 50	222 50	144 40	51 80	196 20
	Id. avec 6 id. .	161 »	32 20	193 20	70 60	21 50	92 10
	Id. avec 8 id. .	140 »	22 70	162 70	12 »	»	12 »
15,000	Célibataire . . .	420 »	139 50	559 50	420 »	204 »	624 »
	Marié sans enfants .	411 60	130 50	542 10	409 60	188 90	598 50
	Id. avec 2 enfants.	393 »	113 20	506 20	383 30	160 10	543 40
	Id. avec 4 id. .	372 »	96 70	468 70	324 90	126 80	451 70
	Id. avec 6 id. .	351 »	81 »	432 »	232 10	86 50	318 60
	Id. avec 8 id. .	330 »	63 90	393 90	146 30	52 80	199 10
20,000	Célibataire . . .	655 »	239 50	894 50	655 »	329 »	984 »
	Marié sans enfants .	646 60	225 50	872 10	644 60	307 60	952 20
	Id. avec 2 enfants.	628 »	198 20	826 20	620 30	266 30	886 60
	Id. avec 4 id. .	607 »	171 70	778 70	548 20	220 50	768 70
	Id. avec 6 id. .	586 »	146 »	732 »	431 80	167 70	599 50
	Id. avec 8 id. .	565 »	118 90	683 90	322 50	121 60	444 10

Localités de 5,000 à 15,000 habitants exclusivement.

Montant des revenus nets taxables 1	Situation de famille. 2	Régime actuel.			Régime nouveau.		
		Taxe profession- nelle. 3	Supertaxe. 4	Total des col. 3 et 4 5	Taxe profession- nelle. 6	Supertaxe. 7	Total des col. 6 et 7. 8
5,000	Célibataire . . .	74 »	13 »	87 »	74 »	13 »	87 »
	Marié sans enfants .	64 40	10 40	74 50	62 »	9 50	71 50
	Id. avec 2 enfants	41 »	4 90	45 90	32 »	10 »	42 »
	Id. avec 4 id. .	17 »	»	17 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 6 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 8 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
10,000	Célibataire . . .	224 »	63 »	287 »	224 »	101 »	325 »
	Marié sans enfants .	214 40	57 60	272 »	212 »	90 30	302 30
	Id. avec 2 enfants.	191 »	47 40	238 40	182 »	70 60	252 60
	Id. avec 4 id. .	167 »	38 20	205 20	130 20	45 »	175 20
	Id. avec 6 id. .	143 »	27 60	170 60	53 30	15 60	70 90
	Id. avec 8 id. .	115 40	18 »	133 40	12 »	»	12 »
15,000	Célibataire . . .	414 »	138 »	552 »	414 »	201 »	615 »
	Marié sans enfants .	404 40	128 20	532 60	402 »	185 30	587 30
	Id. avec 2 enfants.	381 »	111 20	492 20	372 »	155 60	527 60
	Id. avec 4 id. .	357 »	94 50	451 50	310 70	120 »	430 70
	Id. avec 6 id. .	333 »	76 30	409 30	216 80	80 60	297 40
	Id. avec 8 id. .	305 40	59 30	364 70	130 50	46 20	176 70
20,000	Célibataire . . .	649 »	238 »	887 »	649 »	326 »	975 »
	Marié sans enfants .	639 40	223 80	863 20	637 »	304 »	941 »
	Id. avec 2 enfants.	616 »	196 20	812 20	607 »	261 80	868 80
	Id. avec 4 id. .	592 »	169 50	761 50	533 90	213 80	747 70
	Id. avec 6 id. .	568 »	140 60	708 60	416 50	161 90	578 40
	Id. avec 8 id. .	540 40	114 30	654 70	306 80	115 »	421 80

Localités de 15,000 à 30,000 habitants exclusivement.

Montant des revenus nets taxables 1	Situation de famille. 2	Régime actuel.			Régime nouveau.		
		Taxe profession nelle. 3	Supertaxe 4	Total des col. 3 et 4. 5	Taxe profession nelle. 6	Supertaxe 7	Total des col. 6 et 7. 8
5,000	Célibataire . . .	68 »	11 50	79 50	68 »	11 50	79 50
	Marié sans enfants .	56 »	8 40	64 40	52 80	7 80	60 60
	Id. avec 2 enfants	29 »	2 90	31 90	19 »	5 »	24 »
	Id. avec 4 id.	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 6 id.	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 8 id.	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
10,000	Célibataire . . .	218 »	61 50	279 50	218 »	98 »	316 »
	Marié sans enfants .	206 »	55 90	261 90	202 80	86 70	289 50
	Id. avec 2 enfants.	179 »	45 40	224 40	169 »	66 10	235 10
	Id. avec 4 id.	152 »	34 50	186 50	143 10	38 30	181 40
	Id. avec 6 id.	122 60	22 90	145 50	40 »	10 »	50 »
	Id. avec 8 id.	90 20	13 40	103 60	12 »	»	12 »
15,000	Célibataire . . .	408 »	136 50	544 50	408 »	198 »	606 »
	Marié sans enfants .	396 »	127 10	523 10	392 80	181 70	574 50
	Id. avec 2 enfants	369 »	109 10	478 10	359 »	151 10	510 10
	Id. avec 4 id.	342 »	90 70	432 70	293 60	113 30	406 90
	Id. avec 6 id.	312 60	71 60	384 20	201 50	74 80	276 30
	Id. avec 8 id.	280 20	54 70	334 90	114 80	39 60	154 40
20,000	Célibataire . . .	643 »	236 50	879 50	643 »	323 »	966 »
	Marié sans enfants .	631 »	222 10	853 10	627 80	300 50	928 30
	Id. avec 2 enfants.	604 »	202 60	806 50	594 »	257 40	851 40
	Id. avec 4 id.	577 »	165 70	742 70	516 80	207 »	723 80
	Id. avec 6 id.	547 60	136 60	684 20	401 20	156 »	557 20
	Id. avec 8 id.	515 20	109 70	624 90	291 »	163 40	454 40

Localités de 30,000 à 60,000 habitants exclusivement.

Montant des revenus nets taxables 1	Situation de famille. 2	Régime actuel.			Régime nouveau.		
		Taxe profession- nelle. 3	Supertaxe 4	Total des col. 3 et 4. 5	Taxe profession- nelle. 6	Supertaxe. 7	Total des col. 6 et 7. 8
5,000	Célibataire . . .	62 »	10 »	72 »	62 »	10 »	72 »
	Marié sans enfants .	47 »	6 70	53 70	43 30	10 »	53 30
	Id. avec 2 enfants .	17 »	»	17 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 4 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 6 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 8 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
10,000	Célibataire . . .	212 »	60 »	272 »	212 »	95 »	307 »
	Marié sans enfants .	197 »	54 20	251 20	193 30	83 10	276 40
	Id. avec 2 enfants .	167 »	43 40	210 40	155 80	60 60	216 40
	Id. avec 4 id. .	137 »	30 »	167 »	96 »	31 50	127 50
	Id. avec 6 id. .	101 »	18 20	119 20	92 10	5 »	97 10
	Id. avec 8 id. .	65 »	8 80	73 80	42 »	»	42 »
15,000	Célibataire . . .	402 »	135 »	537 »	402 »	195 »	597 »
	Marié sans enfants .	387 »	125 40	512 40	383 30	178 10	561 40
	Id. avec 2 enfants .	357 »	107 10	464 10	345 80	145 60	491 40
	Id. avec 4 id. .	327 »	86 20	413 20	276 50	106 50	383 »
	Id. avec 6 id. .	291 »	66 90	357 90	183 60	68 90	252 50
	Id. avec 8 id. .	255 »	50 »	305 »	99 »	33 »	132 »
20,000	Célibataire . . .	637 »	235 »	872 »	637 »	320 »	957 »
	Marié sans enfants .	622 »	220 40	842 40	618 30	296 90	915 20
	Id. avec 2 enfants .	592 »	192 10	784 10	580 80	251 90	832 70
	Id. avec 4 id. .	562 »	161 20	723 20	499 70	200 30	700 »
	Id. avec 6 id. .	526 »	131 90	657 90	383 40	150 20	533 60
	Id. avec 8 id. .	490 »	105 »	595 »	275 30	101 80	377 10

Localités de 60,000 habitants et plus.

Montant des revenus nets taxables 1	Situation de famille. 2	Régime actuel.			Régime nouveau.		
		Taxe profession- nelle. 3	Supertaxe. 4	Total des col. 3 et 4. 5	Taxe profession- nelle. 6	Supertaxe. 7	Total des col. 6 et 7. 8
5,000	Célibataire . . .	47 »	7 »	54 »	47 »	10 »	57 »
	Marié sans enfants	29 »	3 20	32 20	24 50	5 »	29 50
	Id. avec 2 enfants.	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 4 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 6 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. avec 8 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
10,000	Célibataire . . .	197 »	57 »	254 »	197 »	89 »	286 »
	Marié sans enfants	179 »	50 70	229 70	174 50	76 »	250 50
	Id. avec 2 enfants	143 »	36 »	179 »	128 »	47 20	175 20
	Id. avec 4 id. .	101 »	21 »	122 »	61 80	18 »	79 80
	Id. avec 6 id. .	57 80	8 80	66 60	12 »	»	12 »
	Id. avec 8 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
15,000	Célibataire . . .	387 »	132 »	519 »	387 »	189 »	576 »
	Marié sans enfants .	369 »	122 »	491 »	364 50	171 »	535 50
	Id. avec 2 enfants.	333 »	99 80	432 80	318 »	152 20	450 20
	Id. avec 4 id. .	291 »	77 20	368 20	242 30	93 »	335 30
	Id. avec 6 id. .	247 80	57 60	305 40	147 90	54 60	202 50
	Id. avec 8 id. .	199 20	40 60	239 80	63 »	19 80	82 80
20,000	Célibataire . . .	622 »	232 »	854 »	622 »	314 »	936 »
	Marié sans enfants .	604 »	217 »	821 »	599 50	289 80	889 30
	Id. avec 2 enfants.	568 »	184 80	752 80	553 »	238 40	791 40
	Id. avec 4 id. .	526 »	152 20	678 20	465 50	186 80	652 30
	Id. avec 6 id. .	482 80	121 60	604 40	347 70	135 90	483 60
	Id. avec 8 id. .	434 20	95 60	529 80	239 30	88 80	327 90

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Exemples indiquant le montant de la réduction de supertaxe dont bénéficieront à l'avenir les contribuables, redevables **uniquement** de la *supertaxe* et habitant des localités de 60,000 habitants et plus par suite de l'adoption du principe que la réduction ne peut dépasser un maximum.

Montant des revenus nets taxables.	Situation de famille.	Impôt brut.	Déduction de 5 % par personne à charge.	Déduction en tenant compte du maximum prévu à l'article 14, § 2 du projet.	Impôt net.
100,000	Célibataire	7,989 »	»	»	7,989 »
	Marié avec 2 enfants. .	7,935 50	1,193 30	»	6,762 20
	Id. 4 id. . . .	7,924 »	1,981 »	»	5,943 »
	Id. 8 id. . . .	7,836 »	3,526 20	»	4,309 80
200,000	Célibataire	34,089 »	»	»	34,089 »
	Marié avec 2 enfants. .	34,055 50	5,108 30	3,000 »	31 055 50
	Id. 4 id. . . .	34,024 »	8,506 »	5,300 »	28,724 »
	Id. 8 id. . . .	33,936 »	15,271 20	(1) 12,087 20	21,848 80
250,000	Célibataire	49,089 »	»	»	49,089 »
	Marié avec 2 enfants. .	49,055 50	7,353 30	3,000 »	46,055 50
	Id. 4 id. . . .	49,024 »	12,236 »	5,300 »	43,724 »
	Id. 8 id. . . .	48,936 »	22,021 20	(2) 14,093 60	34 842 40
500,000	Célibataire	124,089 »	»	»	124,089 »
	Marié avec 2 enfants. .	124,055 50	18,608 30	3,000 »	121,055 50
	Id. 4 id. . . .	124,024 »	31,006 »	5,300 »	118,724 »
	Id. 8 id. . . .	123,936 »	55,771 20	15,500 »	108,436 »
1,000,000	Célibataire	274 089 »	»	»	274,089 »
	Marié avec 2 enfants. .	274,055 50	41,108 30	3,000 »	271,055 50
	Id. 4 id. . . .	274,024 »	68,506 »	5,300 »	268,724 »
	Id. 8 id. . . .	273,936 »	123,271 20	15,500 »	258,436 »

(1) Soit le maximum de déduction (5,300 francs) jusqu'au quatrième enfant inclus, plus fr. 1,696.80 (5 % de l'impôt brut, quantum inférieur au maximum dans l'espèce) pour chacun des autres enfants.

(2) Soit le maximum de déduction (9,20) francs) jusqu'au sixième enfant inclus, plus fr. 2,446.80 (5 % de l'impôt brut, quantum inférieur au maximum dans l'espèce) pour chacun des deux derniers enfants.

(N^o 139)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1924.

WETSONTWERP TOT WIJZIGING DER WETGEVING OP DE INKOMSTENBELASTINGEN ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

De Senaat heeft enkele bepalingen gewijzigd van het wetsontwerp tot wijziging der wet op de inkomstenbelastingen, welke gij op 26 Juli 1923 hebt goedgekeurd.

De tekst dezer amendementen, de Memorie van Toelichting die tot de aanneming er van geleid heeft, de zienswijze daaromtrent van uwe Commissie voor de Financiën worden hierna weergegeven onder titels die u zullen toelaten te vinden tot welk gedeelte van de bestaande wetgeving of van het in 1923 behandelde wetsontwerp die amendementen betrekking hebben.

EERSTE TITEL

Cedulaire belastingen op de inkomsten.

EERSTE HOOFDSTUK.

GRONDSLAGEN DER BELASTING.

§ 4. — Belasting op de bedrijfsinkomsten of bedrijfsbelasting

ART. 2 VAN HET DOOR DEN SENAAAT OVERGEMAAKT WETSONTWERP.

(Art. 2 van het in 1923 aangenomen ontwerp. — Inkomsten door de bedrijfsbelasting getroffen. — Verslag 1923, bl. 7.)

Artikel 23 der samengeordende wetten vermeldt de inkomsten welke door de bedrijfsbelasting worden getroffen.

⁽¹⁾ Ontwerp van wet gewijzigd door den Senaat, n^o 82.

⁽²⁾ Samenstelling van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen*: de heeren MECHERYNCK, voorzitter; HALLET, HOUTART, onder-voorzitters; CARLIER, DAVID, secretarissen; BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Auguste), DE LIEDEKERKE, DONNAY, OZERAY, PUSSEMIER, SOGDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

Deze tekst luidt als volgt :

« De bedrijfsbelasting telt al de nagemelde inkomsten :

- » 1^o De winsten van om 't even welke nijverheids-, handels- of landbouw-
» bedrijven, met inbegrip van de winsten wegens den persoonlijken arbeid
» der deelgenooten in de burgerlijke of handelsvennootschappen, welke eene
» rechtspersoonlijkheid bezitten, onderscheiden van die der deelgenooten;
- » 2^o De verscheidene wedden der openbare of private ambtenaren en bedienden,
» alsmede alle loonen; de pensioenen en lijfrenten, met uitzondering van de
» jaargelden tot onderhoud en van de *pensioenen verleend aan de oorlogsinvaliden*
» *en oorlogsverminkten*;
- » 3^o De baten, onder welken naam ook, van de vrije beroepen, ambten of
» posten en van elke winstgevende betrekking, niet bedoeld bij de n^{os} 1 en 2
» van dit artikel.
- » *Van de belasting der natuurlijke personen wordt evenwel afgetrokken de*
» *belasting overeenstemmende met het minimum van de supertaxe vrijgesteld*
» *krachtens artikel 41 en, desvoorkomend, krachtens de artikelen 42 en 43,*
» *indien de personen, die ten laste van den schatplichtige zijn, geen bedrijfs-*
» *inkomsten genieten.*
- » *Voor de bedrijfsbelasting wordt het vrijgestelde minimum bepaald met*
» *inachtneming van de bevolking der gemeente, waar het bedrijf wordt uitge-*
» *oefend.*
- » *De bedrijfsbelasting wordt eens voor al vastgesteld op 12 frank 's jaars voor*
» *de inkomsten of gedeelten van inkomsten, krachtens de bovenstaande bepalingen*
» *vrijgesteld.* »

In het ontwerp dat zij, in 1923, aan de Kamer onderwierp, bracht de Regeering eene wijziging aan alinea 6 toe, enkel om door eene uitdrukkelijke stemming van het Parlement eene bestaande rechtspraak te doen bevestigen, waardoor de arbeider, die in eene andere gemeente woont dan die waar hij werkt, de hoogste vermindering van de bedrijfsbelasting geniet.

De Kamer besliste echter ook n^o 2^o van den tekst van het artikel te wijzigen; daardoor de draagkracht van eene wijziging in de eerste wetgeving, die werd ingevoerd door de goedkeuring van artikel 3 der wet van 3 Augustus 1920, uit te breiden, en van de belasting te ontslaan de pensioenen toegekend aan de invaliden en slachtoffers van arbeidsongevallen, zooals, sedert 1920, de pensioenen, toegekend aan de invaliden en verminkten van den oorlog, belastingvrij waren.

De Senaat heeft de door de Kamer aangenomen amendementen goedgekeurd; maar vooreerst heeft hij de strekking van artikel 3 der wet van 3 April 1920 nader doen omschrijven, en heeft hij, vervolgens, de herziening van den tekst van artikel 25 van de organieke wet voltooid.

De juiste beteekenis van den tekst van artikel 3 der wet van 1920 werd nader bepaald, omdat uit de verklaring van den Eersten Minister, den heer Theunis, blijkt (*Ann. parl.*, Senaat, vergadering van 19 December 1923, bl. 132, kol. 1), dat de pensioenen verleend aan de *burgerlijke* oorlogsinvaliden en oorlogsverminkten, evenals die der militaire verminkten en invaliden, eene zelfde vrijstelling genieten.

De herziening van artikel 25 werd volledig, omdat de Senaat heeft besloten :

1^o Door den tekst van n^o 2^o van het artikel op zijne beurt te wijzigen, dat door de bedrijfsbelasting niet zullen getroffen zijn *de vergoedingen en gezinstoelagen, voor elk kind dat men ten laste heeft boven drie, die bij het loon kunnen gevoegd worden* ;

2^o Door den tekst van het vijfde lid van het artikel te volledigigen, dat, behalve de vermindering reeds voorzien in dit artikel, *de bedrijfsbelasting van het gezinshoofd bovendien vermindert wordt voor elk kind, dat te zijnen laste is boven de drie, zonder dat echter die vermindering het maximum bepaald in § 2 van artikel 45 mag overtreffen.*

Laten wij het debat, waartoe de vrijstelling van de vergoedingen en gezinstoelagen heeft aanleiding gegeven, samenvatten.

Gedurende de algemeene bespreking van het wetsontwerp en de behandeling in eerste lezing, had zich in den Senaat eene meerderheid gevormd, vast besloten al de bepalingen van de organieke wet, die de rechten van de talrijke gezinnen benadeelden of schenen te benadeelen, te wijzigen.

Deze meerderheid, welke hare houding billijkte door te doen gelden dat eene vermindering van de bedrijfsbelasting of van de supertaxe verschuldigd door het hoofd van een kinderrijk gezin, voor dit laatste eene vergoeding zou zijn voor den last hem opgelegd door de betaling van onrechtstreeksche belastingen, dat *om 't even welke* gezinsvergoeding of tegemoetkoming nooit door de bedrijfsbelasting zou getroffen worden. (*Ann. parl. Senaat, vergadering van 19 December 1923, blz. 133, kol. 1.*)

De Regeering had echter doen opmerken dat de aanneming van een zoo algemeen beginsel zou moeilijk zijn. Zij had namelijk er op gewezen, dat het verleenen van gezinstoelagen omvatte hetzij de regelmatige betaling van vergoedingen, hetzij de betaling van uitzonderlijke toelagen, eenmaal uitgekeerd bij een gegeven gebeurtenis; zij voegde er bij dat de inrichting van de compensatiekassen niet algemeen was in al de streken van het land; zij vroeg of in de streken, waar geene compensatiekas bestond, het dagloon — of juister gezegd — het bedrijfsinkomen in beginsel niet had moeten vermindert worden ten beloope van het bedrag der toelage, door deze kassen verleend daár waar zij tusschenkomen.

Zooals men ziet, werd de toepassing van een zoo algemeen beginsel nagenoeg onmogelijk.

In den loop van de behandeling, in tweede lezing, heeft de Senaat, na te hebben vastgesteld dat de Regeering zich aansloot bij het beginsel waarop de kinderrijke gezinnen hunne eischen grondde; — dat zij echter de overdreven toepassingen bestreed, die welke het nagestreefde wezenlijk doel zouden vooruitloopen; die welke de theoretische deelname van ieder burger van de belasting zou uitschakelen; — na akte te hebben genomen van het feit, dat de Regeering, zooals men verder zal zien, eene vermindering aannam van de bedrijfsbelasting of van de supertaxe wanneer de belastingplichtige een talrijk gezin te zijnen laste had; — heeft de Senaat besloten, de toelagen of de tegemoetkomingen *verleend voor ieder kind boven drie vrij te stellen.* (*Senaat, vergadering van 9 Januari 1914, blz. 202-204.*)

De redenen, welke aanleiding gaven tot deze stemming, en de juiste beteekenis van den goedgekeurden tekst, werden samengevat of bepaald als volgt door den heer de Mévius, verslaggever :

« Uit gevoelsredenen moet men de gevolgen eener wet, die bestemd is om aan » 's Rijks Schatkist de geldmiddelen te verschaffen, waaraan het land zulke » behoefte heeft, niet volkomen te niet doen. Onzes ondanks, kunnen wij » den aandrang waardoor meestal de leden der Hooge Vergadering zijn bezielde, » niet volgen. De amendementen... hebben voor gevolg de voordeelen, alleen » aan de kroostrijke gezinnen toegekend, te beperken.... » Het blijft goed verstaan, zooals de Minister het reeds in den Senaat heeft » verklaard, dat de buitengewone of bijzondere tegemoetkomingen, uitgekeerd » bij gelegenheid van geboorte, van eerste communie, van ziekte of van heel- » kundige bewerking, nooit voor fiskale belasting zullen vatbaar zijn in den » persoon van den werkmán of den bediende welke deze toelagen genieten. De » gezinstoeslagen of -vergoedingen, waarvan de belastbaarheid wordt tegemoet » gezien, moeten van bestendigen, regelmatigén aard zijn. » (*Senaat, vergade- ring van 9 Januari 1924, blz. 203.*) »

De meerderheid van de leden uwer Commissie voor de Financiën heeft beslist, U den tekst, door den Senaat aangenomen, ter goedkeuring voor te leggen.

Laten wij thans overgaan tot het amendement, waardoor de tekst van de vijfde alinea van het betrokken artikel wordt aangevuld.

Luidens de van kracht zijnde wetsbepalingen, wordt het bedrag der bedrijfsbelasting, die door een belastingplichtige verschuldigd is, vastgesteld met inachtneming van het minimum der inkomsten dat voor zijn onderhoud wordt noodzakelijk geacht (*art. 41, § 1 der samengeordende wetten*), alsmede van de hem toekomende gezinskosten (*art. 42 en 43*).

Tijdens de stemming over het wetsontwerp in eerste lezing, heeft de Senaat andermaal de kroostrijke gezinnen willen begunstigen en beslist dat de belasting, bij toepassing der aangehaalde teksten reeds verminderd, nog met 5 t. h. zou worden verlaagd voor elk gezinslid dat de schatplichtige te zijnen laste heeft.

De Regeering heeft bewezen dat, bij toepassing der in de Kamer goedgekeurde teksten die door den Senaat niet gewijzigd werden, en vooral door de aanneming der ontheffing bij de betaling, die zij voorstelde en waarvan de opgave hierna volgt, de belasting zoo gering was geworden dat deze feitelijk voor de gezinnen met vijf kinderen niet meer bestond dan als aanwijzing waaruit eenvoudig blijkt dat ieder burger moet bijdragen in de Staatsinkomsten, hoe gering deze bijdrage ook wezen moge; dienvolgens zag de Senaat in tweede lezing af van de nieuwe belasting-vermindering zoodra er een gezinslast bestond en beperkte de vermindering op 5 t. h. per kind ingeval de schatplichtige meer dan drie kinderen te zijnen laste had.

Met de meerderheid van hare leden heeft uwe Commissie beslist, U den tekst, door den Senaat aangenomen, ter goedkeuring voor te leggen, tekst wiens gevolgen, hetzij gezegd eens vooral, zijn voorgesteld in de tabellen, als bijlagen van dit verslag medegedeeld.

TITEL II

Bijkomende belasting op de inkomsten of supertaxe.

EERSTE HOOFDSTUK.

GRONDSLAGEN DER BELASTING.

ARTIKEL 10 VAN HET DOOR DEN SENAAT OVERGEMAAKT ONTWERP.

(Art. 10 van het in 1923 aangenomen ontwerp. — Verhooging voor elk gezinslid, van het minimum der inkomsten van de supertaxe vrijgesteld).— Verslag 1923, bl. 20.

Men dient zich hier te herinneren, dat de wet tot regeling der inkomstenbelastingen vooreerst bepaalt, in artikel 41, dat van de supertaxe wordt afgetrokken de belasting overeenstemmende met het gedeelte van het globaal inkomen gelijk aan de som vereischt om een bestaansminimum te verzekeren en, daarna, in artikel 42, dat dit minimum van inkomen toeneemt naarmate van de gezinslasten.

In 1923 besliste de Kamer, ten einde de supertaxe te verminderen van den belastingplichtige die gezinslast heeft, den tekst van de eerste twee alinéa's van artikel 42 door een nieuwen tekst te vervangen.

De van kracht zijnde tekst luidde als volgt :

- « Voor elk familielid dat ten laste van den schatplichtige is op 1 Januari van
- » het jaar van den aanslag, wordt het krachtens artikel 41 vrijgestelde minimum
- » verhoogd met één tiende.
- » Deze verhooging wordt verdubbeld voor de vrouw en voor elk kind dat op
- » vermelden datum meer dan acht jaar oud is.
- » Is de belastingplichtige weduwnaar of weduwe, dan wordt die verhooging
- » met de helft vermeerderd voor elk te zijnen laste zijnden persoon. »

De door de Kamer aangenomen tekst, luidde als volgt :

- « Het krachtens artikel 41 vrijgesteld minimum wordt :
- » 1^o Verhoogd met een vierde, indien de belastingplichtige gehuwd is op
- » 1 Januari van het jaar van den aanslag ;
- » 2^o Verhoogd met een vijfde voor elk ander familielid, dat te zijnen laste is
- » op denzelfden datum van 1 Januari. »

Dezen tekst heeft de Senaat beslist te vervangen door den volgende tekst die geheel het artikel 42 en niet alleen de eerste twee alinea's op een andere wijze opstelt :

- « Het krachtens artikel 41 vrijgesteld minimum wordt verhoogd met een

- » vierde voor elk familielid ten laste van den schatplichtige op 1 Januari van het
- » jaar van den aanslag.
- » Voor elk kind ten laste boven drie wordt gemelde verhooging gelijkelijk
- » bepaald op een derde van het in de gemeenten van 60,000 inwoners en meer
- » toepasselijk minimum.
- » Wanneer de schatplichtige weduwnaar of weduwe is, wordt het aantal
- » personen te zijnen laste met eene eenheid vermeerderd. »

In den loop van de behandeling in eerste lezing van het wetsontwerp, is aan de stemming over dezen regeeringstekst een lang debat voorafgegaan uitgelokt door het indienen van amendementen op den tekst door de Kamer aan den Senaat overgemaakt.

De amendementen hadden voor doel hetzij het beloop te verhoogen van het minimum-inkomen waarvan ieder belastingplichtige wordt vrijgesteld, hetzij om de praktische formule op te zoeken welke eene belastingvermindering verzekert aan het gezinshoofd.

Nadat de Regeering had bewezen vooreerst dat het aannemen van zekere amendementen voor gevolg zou hebben gehad een klein gezin, met 10,500 frank inkomen en bestaande uit vader, moeder en twee kinderen, aan het betalen der belasting te onttrekken; vervolgens dat, bij toepassing van den door haar voorgestelden tekst, een gezin met vijf kinderen, hebbende een inkomen van 11,111 frank en verblijvende in eene gemeente van 60,000 inwoners, nog slechts ongeveer 28 frank bedrijfsbelasting en supertaxe zou betalen in plaats van 120 frank zooals dit heden het geval is, — verwierp de Senaat al de overige amendementen die ingediend waren geworden en, bij zitten en opstaan, nam hij, in eerste en tweede lezing, den regeeringstekst aan.

Met 62 tegen 31 stemmen en 1 onthouding verwierp hij insgelijks een amendement dat voor doel had het voordeel der vermindering, toegekend aan ieder belastingplichtige of der bijzondere vermindering welke voortaan zou toegekend worden aan ieder belastingplichtige, die gezinslast heeft, te beperken tot het cijfer der globale inkomsten van minder dan 30,000 frank.

Met de meerderheid harer leden, stelt uwe Commissie u voor den door den Senaat overgezonden tekst goed te keuren.

Zonder dezen tekst te wijzigen, meent uwe Commissie hem toch te moeten verklaren.

Het laatste lid bepaalt dat « wanneer de schatplichtige weduwnaar of weduwe » is, dan wordt het aantal personen ten zijnen laste met eene eenheid vermeerderd ».

Onder het beheer van de bestaande wetgeving worden de weduwnaar of de weduwe zonder gezinslast met de ongehuwden gelijkgesteld.

De gelijkstelling is gegrond; er kan geen twijfel bestaan dat dit nog zoo zal zijn wanneer de tekst aangenomen is, want hij voorziet de toepassing van de bijzondere vermindering alleen in het geval waarin, ondanks het overlijden van den echtgenoot of van de echtgenote, nog een toeneming van het aantal ten laste gebleven personen mogelijk is.

HOOFDSTUK II

VASTSTELLING VAN HET BEDRAG DER SUPERTAXE.

ART. 11 VAN HET WETSONTWERP DOOR DEN SENAAT OVERGEMAAKT.

(Art. 11 van het Wetsontwerp aangenomen in 1923. — *Gijfer der belasting per reeks van inkomsten. — Verslag 1923, blz. 22.*)

De Senaat heeft de schaal van tarifeering aangenomen die werd vastgesteld door het wetsontwerp, in 1923 goedgekeurd door de Kamer en welke de schaal verving die werd voorzien door artikel 44 van de samengeordende wetten.

De Senaat heeft echter door een nieuw alinea den tekst aangevuld die, volgens het ontwerp van 1923, den tekst van het bestaande artikel 44 zal vervangen.

Dit alinea luidt :

« § 4. — De supertaxe kan geheven worden bij wijze van afhouding terzelfdertijd als de bedrijfsbelasting en volgens dezelfde modaliteiten. »

Dit amendement, door de Regeering voorgesteld, werd in den Senaat zonder eigenlijk verzet aangenomen.

Het verleent aan de Regeering eene bevoegdheid; het legt geene verplichting op; zooals de heer Theunis heeft gezegd, zal de Regeering slechts met veel omzichtigheid den nieuwen weg inslaan; zij heeft gemeend de goedkeuring van dit amendement te moeten vragen om te vermijden dat de betaling, ineens, van eene supertaxe verschuldigd voor een bedrijfsinkomen verworven in den loop van een vroeger jaar, onverwacht al te zwaar op sommige bescheiden inkomens zou drukken. Eene voorloopige supertaxe vaststellen, de maandelijksche betaling er van toe te laten zooals men het gedaan heeft voor de bedrijfsbelasting, voor het volgend jaar alleen de betaling opleggen van wat bij de supertaxe moet aangezuiverd worden ziedaar een veelvuldig uitgedrukten wensch.

Met de meerderheid van hare leden, stelt uwe Commissie u voor, den tekst van artikel 44 aan te nemen, zooals hij werd gewijzigd door den Senaat.

ART. 12 VAN HET WETSONTWERP DOOR DEN SENAAT OVERGEMAAKT.

(Art. 12 van het ontwerp aangenomen in 1923. — *Personen ten laste van den belastingschuldige aan de supertaxe onderworpen. — Verslag 1923, blz. 25.*)

De van kracht zijnde samengeordende wetten bepalen eenvoudig dat de supertaxe, door een belastingplichtige verschuldigd, met 5 t. h. verminderd wordt voor elk lid van het gezin dat hij te zijnen laste heeft.

Zooals men het in de Kamer in 1923 heeft gezegd, kwam een zoo algemeene tekst, door overdreven verminderingen der belasting, ten goede van de belastingsschuldigen met een groot inkomen en met geringe lasten.

De Kamer wilde eenerzijds het misbruik van de onbillijke verminderingen te keer gaan en de belangen van de Schatkist vrijwaren, maar ook de behoeften van de groote gezinnen erkennen, en besliste daarom dat, wanneer in beginsel eene belastingvermindering van 5 t. h. werd toegestaan voor elk lid van het gezin van den belastingschuldige die hij te zijnen laste had, die vermindering evenwel in geen geval een zeker minimum mocht te boven gaan.

De navolgende tekst werd door de Kamer aangenomen en aan den Senaat onderworpen...

Artikel 45 wordt gewijzigd als volgt :

- « § 1. — De overeenkomstig voorgaand artikel berekende aanslag wordt
- » verminderd met 5 t. h. voor elk familielid van den belastingplichtige, dat te
- » zijnen laste is.
- » Deze aftrekking is niet van toepassing op de eens voor al bepaalde super-
- » taxe voorzien bij paragraaf 3 van het voorgaand artikel.
- » § 2. — De aftrekking voorzien bij paragraaf 1 mag 1,000 frank niet
- » overschrijden per persoon ten laste van den schatplichtige.
- » Echter wordt dit maximum progressievelijk met 100 frank verhoogd voor
- » elken persoon ten laste boven de twee. »

In den Senaat gaf het aanleiding tot heftige debatten.

Sommige amendementen hadden voor gevolg zonder eenige wijziging de bestaande wetgeving te handhaven, en zij werden gebillijkt door de overweging dat zekere groote gezinnen door de toepassing van de voorgestelde teksten de belastingvermindering, die zij tot hiertoe genoten, zouden verliezen. Deze amendementen werden verworpen omdat in elk geval de teksten door de Kamer aangenomen, en de nieuwe teksten die door den Senaat gunstig werden onthaald, eigenlijk alleen de gezinnen troffen die reeds in zeer ruimen welstand verkeerden.

Dit wordt eveneens betoogd in bijliggende tabellen.

Luidens andere amendementen, genoot elk gezin met ten minste twee kinderen, de vermindering van 5 t. h.; eenerzijds werd door deze amendementen het verlies gedekt dat voor 's Rijks Schatkist voortspruiten kon uit de breede opvatting van het begrip « kroostrijk gezin », anderzijds uit de afschaffing van het maximum-bedrag dat door eene vermindering van taxe kon getroffen worden, namelijk door middel van de verhooging der bijdrage der belastingplichtige vrijgezellen (25 opcentiemen), van die der gehuwde schatplichtigen zonder kinderen (10 opcentiemen) en van die der gehuwden met een kind (5 opcentiemen). De amendementen werden verworpen, omdat zij het begrip « kroostrijk gezin » tot het uiterste dreven en vooral omdat zij de lasten verzwaarden van schatplichtigen die de belasting reeds betaalden zonder eenige vermindering hoegenaamd zooals de vrijgezellen en de weduwnaars en zij reeds alle vermindering weglieten voor schatplichtigen met gezinslast.

De Senaat — het dient te worden herhaald — waarvan eene groote meerderheid der leden, tijdens gansch de behandeling van het wetsontwerp, de billijke eischen der kroostrijke gezinnen wilde doen zegevieren, bevond, eensdeels, dat deze gezinnen, krachtens de reeds uitgebrachte stemmingen, aanzienlijke vermin-

deringen op de bedrijfsbelasting zouden genieten; anderdeels, dat een door de Regeering voorgestelde tekst voor deze gezinnen de vermindering van super-tax, door de Kamer toegestaan, nog merkkelijk verscherpte, vermits bedoelde tekst het maximum-bedrag der vermindering aanzienlijk verhoogde naar mate het getal kinderen ten laste steeg; om die redenen hechtte de Regeering hare goedkeuring aan dezen tekst.

De tekst, door de Kamer goedgekeurd, verhoogde de minimum-vermindering, die op 1,000 frank werd bepaald, in beginsel geleidelijk met 100 frank per persoon ten laste boven twee; de tekst der Regeering bracht dit maximum op 1,300, 1,700, 2,200, 2,800 frank en zoo verder voor het vierde, het vijfde, het zesde, het zevende kind en meer.

Uwe Commissie legt u den tekst van den Senaat ter goedkeuring voor.

Deze tekst luidt als volgt :

« § 1. — De overeenkomstig voorgaand artikel berekende aanslag wordt » verminderd met 5 t. h. voor elk familielid van den belastingplichtige, dat te » zijnen laste is.

» Deze aftrekking is niet van toepassing op de eens voor al bepaalde super-tax, voorzien bij paragraaf 3 van het voorgaand artikel.

» § 2. — De bij paragraaf 1 toegestane aftrekking met inbegrip van die » voorzien bij artikel 25, 5^e lid, mag niet 1,000 frank per persoon ten laste van » den schatplichtige overschrijden.

» Dit maximum wordt echter onderscheidenlijk gebracht op 1,300, 1,700, » 2,200, 2,800 en zoo voort, voor het 4^e, 5^e, 6^e, 7^e kind en meer ».

TITEL III

Heffing en inning der belastingen.

§. 3. — Bezwaarschriften en verhaal.

(Straffen toepasselijk ingeval bezwaarschriften niet gegrond worden erkend. Artikel 17 van het ontwerp door de Kamer in 1923 goedgekeurd. Verslag 1923, bl. 30.)

In 1923 had de Kamer artikel 64 der samengeordende wetten door den volgende tekst aangevuld :

« Is het bezwaar blijkbaar ongegrond, dan kunnen de kosten van het administratief onderzoek ten laste van den bezwaarindienende worden gelegd door de beslissing die het bezwaar afwijst. Die kosten zijn bepaald op 25 frank. »

Dit amendement op artikel 64 werd door den Senaat verworpen.

De heer Theunis heeft de beweeggronden, die de stemmingen door Kamer en Senaat uitgebracht rechtvaardigen, samengevat als volgt :

« Het Beheer van de Financiën was van gedachte dat er moest ingewerkt worden tegen een zekere neiging welke zich openbaarde in collectieve bezwaartingen. In sommige steden van het land bestond een heele reeks lieden die, door middel van op den duplicator afgedrukte formules, het Beheer in moeilijkheden brachten door ongewettigde bezwaren. In deze omstandigheden, is het klaar dat het noodig was straffen op te leggen om te vermijden dat deze praktijk verergerde. Het schijnt echter niet dat, sinds eenigen tijd, de misbruiken hebben toegenomen en, daar ik niet den indruk wil wekken, voor de toepassing van een tamelijk ingewikkelde belasting, — vooral in den beginne, — dat het Beheer der Financiën niet de bezwaren zou willen onderzoeken, treed ik tot het amendement der Commissie toe. »

Uwe Commissie stelt u voor niet verder aan te dringen ten gunste van eene bepaling die door de Regeering thans als nutteloos beschouwd wordt.

§ 4. — Van de rechten en voorrechten der Schatkist in zake invordering.

ART. 19 VAN HET ONTWERP DOOR DEN SENAAT OVERGEMAAKT.

(Art. 20 van het ontwerp goedgekeurd in 1923. — Verplichtingen voor de notarissen of de openbare ambtenaren belast met de verkoop van roerende of onroerende goederen).

In 1923 werd door de Kamer de tekst van artikel 73 der samengeordende wetten gewijzigd, om te vermijden dat in de toekomst, minder dan in het verle-

den, de besturen die belast zijn met de inning der aan den Staat, aan de provinciën en aan de gemeenten verschuldigde belastingen, zouden staan tegenover onvermogenende schuldenaars, tengevolge van verkooping en gedaan door tussenkomst van ministerieele ambtenaren. Door de verplichting, aan deze ministerieele ambtenaren opgelegd, de vertegenwoordigers van de belanghebbende besturen te verwittigen over de voorgenomen verkooping, nader te bepalen en te verscherpen, verzekerde men, ineens, de inning van de niet afbetaalde belastingen.

Aan den tekst van de Kamer heeft de Senaat eenige vormwijzingen aangebracht.

Uwe Commissie sluit zich daarbij aan.

ART. 20 VAN HET ONTWERP DOOR DEN SENAAT OVERGEMAAKT.

(Artikel 21 van het ontwerp aangenomen in 1923. — Navordering of terugbetaling van rechten. — Verslag 1923, bl. 31.)

De Senaat heeft den tekst, in 1923 door de Kamer aangenomen, gewijzigd.

De amendementen waren :

1^o De Kamer had dan beslist dat eene ontdoken belasting door het beheer kon gevorderd of nagévvorderd worden gedurende tien jaar wanneer er bedrog door den belastingplichtige was gepleegd, en gedurende vijf jaar wanneer er missing was van zijnentwege.

Het onderscheid tusschen de gevallen van bedrog en deze van missing, werd door den Senaat weggelaten, en de verjaring werd voor beide vastgesteld op vijf jaar, om het recht van verweer van den belastingsschuldige tegenover het beheer te verzekeren, daar alleen de wel ingerichte organismen, zoo het schijnt, over de noodige comptabiliteit of over genoegzaam geclasseerde archieven beschikken om na vijf jaar nog te kunnen terugkomen op eene vergissing of eene onregelmatigheid die het beheer zou kunnen ontdekken;

2^o De Kamer had in 1923 ook beslist dat, in geval van terugbetaling van verkeerdelijk geïnde belasting, het bedrag daarvan, vermeerderd met de gewone interesten wegens verloof, zullen terugbetaald worden.

De Senaat heeft beslist dat de ten onrechte betaalde belastingen denzelfden interest zouden opbrengen als door de belastingplichtigen voor de achterstallige sommen verschuldigd is.

Uwe Commissie heeft de eer u de amendementen, door den Senaat aangenomen, ter goedkeuring voor te leggen.

Kortom, het wetsontwerp dat gij den 28^{en} Juli 1923 had goedgekeurd, heeft in den Senaat grondige wijzigingen ondergaan.

Deze veranderingen verminderen op tamelijk aanzienlijke wijze de ontvangsten welke de schatkist hoopte te vinden in de door de Regeering voorgestelde herziening der wetten tot regeling van de belastingen op het inkomen. Over deze vermindering van ontvangsten moeten wij niet te zeer klagen, vermits zij

enkel ten goede komt aan de kroostrijke gezinnen wier lasten zwaar zijn en de aandacht en de bezorgdheid der wetgevers verdienen. Ook heeft de meerderheid van de leden uwer Commissie zich aangesloten bij de meening van den Senaat.

Uwe Commissie meent het verslag, dat zij de eer heeft U voor te leggen, te moeten sluiten met eene verklaring, waarmede gij wellicht zult instemmen en die de ontstemming zal temperen, waarop in het algemeen elk voorstel tot verhooging van belasting bij het publiek wordt onthaald.

Onder de bepalingen van dit wetsontwerp die, ofschoon in 1924 goedgekeurd, ongetwijfeld met terugwerkende kracht op 1923 zullen worden toegepast, komt die voor, waardoor het belastingcijfer wordt verhoogd wegens gezinslast ontheven van de inkomsten-vermeerdering.

Nu, tot het verleenen van uitstel in zake militie, van ouderdomspensioenen, van toelagen uit het fonds der meestbegaafden geschiedt de schatting van het vermogen der aanvragers naar het bedrag der ontheffing van de inkomsten-belasting, waarop zij aanspraak mogen maken; en, het spreekt van zelf, dat voor het jaar 1923 de controleurs in deze zaken tal van inlichtingen hebben verstrekt volgens de bestaande wetsbepalingen.

Het schijnt echter niet mogelijk al deze aldus bepaalde toestanden te veranderen; anderzijds is het blijkbaar weinig billijk twee wijzen van schatting toe te passen, naar gelang de controleurs uitspraak deden vóór of na de goedkeuring der nieuwe wet. Bijgevolg zou de meest redelijke oplossing hierin bestaan, dat de terugwerkende kracht enkel op fiscaal gebied zou worden toegepast.

Dat is toch de meening van uwe Commissie.

Het volstaat dat de Regeering en de Kamer eensgezind wezen met de verklaring der Commissie over de u voorgelegde teksten, opdat de beteekenis er van vastgesteld weze zonder bijzondere bepalingen in het u onderworpen ontwerp te moeten lassen.

De tekst van dit verslag werd door de meerderheid van de leden der Commissie goedgekeurd.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSEMIER.

De w. n. Voorzitter,
P. DE LIÈDEKERKE.

BIJLAGEN

BELASTING OP DE INKOMSTEN

BEDRIJFSBELASTING EN SUPERTAXE

TABELLEN VAN VERGELIJKING

tusschen het thans van kracht zijnde stelsel en het nieuwe stelsel
voorzien in het wetsontwerp aan de Kamer onderworpen.

Gemeenten van minder dan 5,000 inwoners.

Bedrag der belastbare zuivere inkomsten. 1	Toestand van het gezin. 2	Bestaande stelsel.			Nieuw stelsel.		
		Bedrijfs- belasting. 3	Supertaxe. 4	Som van de kol. 3 en 4. 5	Bedrijfs- belasting. 6	Supertaxe. 7	Som van de kol. 6 en 7. 8
5,000	Ongehuwd. . . .	80 »	14 50	94 50	80 »	14 50	94 50
	Gehuwd zonder kind.	71 60	11 80	83 40	69 60	11 30	80 90
	Id. met 2 kind.	53 »	7 »	60 »	45 30	5 70	51 »
	Id. met 4 id. .	32 »	3 »	35 »	12 »	»	12 »
	Id. met 6 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. met 8 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
10,000	Ongehuwd. . . .	230 »	64 50	294 50	230 »	104 »	334 »
	Gehuwd zonder kind.	221 60	59 30	280 90	219 60	93 90	313 50
	Id. met 2 kind.	203 »	49 50	252 50	195 30	75 10	270 40
	Id. met 4 id. .	182 »	40 50	222 50	144 40	51 80	196 20
	Id. met 6 id. .	161 »	32 20	193 20	70 60	21 50	92 10
	Id. met 8 id. .	140 »	22 70	162 70	12 »	»	12 »
15,000	Ongehuwd. . . .	420 »	139 50	559 50	420 »	204 »	624 »
	Gehuwd zonder kind.	411 60	130 50	542 10	409 60	188 90	598 50
	Id. met 2 kind.	393 »	113 20	506 20	385 30	160 10	545 40
	Id. met 4 id. .	372 »	96 70	468 70	324 90	126 80	451 70
	Id. met 6 id. .	351 »	81 »	432 »	232 10	86 50	318 60
	Id. met 8 id. .	330 »	63 90	393 90	146 30	52 80	200 10
20,000	Ongehuwd. . . .	655 »	239 50	894 50	655 »	329 »	984 »
	Gehuwd zonder kind.	646 60	225 50	872 10	614 60	307 60	922 20
	Id. met 2 kind.	628 »	198 20	826 20	620 30	266 30	886 60
	Id. met 4 id. .	607 »	171 70	778 70	548 20	220 50	768 70
	Id. met 6 id. .	586 »	146 »	732 »	431 80	167 70	599 50
	Id. met 8 id. .	565 »	118 90	683 90	322 50	121 60	444 10

Gemeenten van 5,000 tot en niet met 15,000 inwoners.

Bedrag der belastbare zultvere inkomsten. 4	Toestand van het gezin. 2	Bestaande stelsel.			Nieuw stelsel.		
		Bedrijfs-belasting. 3	Supertaxe. 4	Som van de kol. 3 en 4 5	Bedrijfs-belasting. 6	Supertaxe. 7	Som van de kol. 6 en 7. 8
5,000	Ongehuwd. . . .	74 »	13 »	87 »	74 »	13 »	87 »
	Gehuwd zonder kind	64 40	10 10	74 50	62 »	9 50	71 50
	Id. met 2 id. .	41 »	4 90	45 90	32 »	10 »	42 »
	Id. met 4 id. .	17 »	»	17 »	12 »	»	12 »
	Id. met 6 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. met 8 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
10,000	Ongehuwd. . . .	224 »	63 »	287 »	224 »	101 »	325 »
	Gehuwd zonder kind	214 40	57 60	272 »	212 »	90 30	302 30
	Id. met 2 id. .	191 »	47 40	238 40	182 »	70 60	252 60
	Id. met 4 id. .	167 »	38 20	205 20	130 20	45 »	175 20
	Id. met 6 id. .	143 »	27 60	170 60	55 30	15 60	70 90
	Id. met 8 id. .	115 40	18 »	133 40	12 »	»	12 »
15,000	Ongehuwd. . . .	414 »	138 »	552 »	414 »	201 »	615 »
	Gehuwd zonder kind.	404 40	128 20	532 60	402 »	185 30	587 30
	Id. met 2 id. .	381 »	111 20	492 20	372 »	155 60	527 60
	Id. met 4 id. .	357 »	94 50	451 50	310 70	120 »	430 70
	Id. met 6 id. .	333 »	76 30	409 30	216 80	80 60	297 40
	Id. met 8 id. .	305 40	59 30	364 70	130 50	46 20	176 70
20,000	Ongehuwd. . . .	649 »	238 »	887 »	649 »	326 »	975 »
	Gehuwd zonder kind.	639 40	223 80	863 20	637 »	304 »	941 »
	Id. met 2 id. .	616 »	196 20	812 20	607 »	261 80	868 80
	Id. met 4 id. .	592 »	169 50	761 50	533 90	213 80	747 70
	Id. met 6 id. .	568 »	140 60	708 60	416 50	161 90	578 40
	Id. met 8 id. .	540 40	114 30	654 70	306 80	115 »	421 80

Gemeenten van 15,000 tot en niet met 30,000 inwoners.

Bedrag der belastbare zuivere inkomsten. 1	Toestand van het gezin. 2	Bestaande stelsel.			Nieuw stelsel.		
		Bedrijfs- belasting. 3	Supertaxe 4	Som van de kol. 3 en 4. 5	Bedrijfs- belasting. 6	Supertaxe. 7	Som van de kol. 6 en 7. 8
5,000	Ongehuwd. . . .	68 »	11 50	79 50	68 »	11 50	79 50
	Gehuwd zonder kind.	56 »	8 40	64 40	52 80	7 80	60 60
	Id. met 2 kind.	29 »	2 90	31 90	19 »	5 »	24 »
	Id. met 4 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. met 6 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. met 8 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
10,000	Ongehuwd. . . .	218 »	61 50	279 50	218 »	98 »	316 »
	Gehuwd zonder kind.	206 »	55 90	261 90	202 80	86 70	289 50
	Id. met 2 kind.	179 »	45 40	224 40	169 »	66 10	235 10
	Id. met 4 id. .	152 »	34 50	186 50	113 10	38 30	151 40
	Id. met 6 id. .	122 60	22 90	145 50	40 »	10 »	50 »
	Id. met 8 id. .	90 20	13 40	103 60	12 »	»	12 »
15,000	Ongehuwd. . . .	408 »	136 50	544 50	408 »	198 »	606 »
	Gehuwd zonder kind.	396 »	127 10	523 10	392 80	181 70	574 50
	Id. met 2 kind.	369 »	109 10	478 10	359 »	151 10	510 10
	Id. met 4 id. .	342 »	90 70	432 70	293 60	113 30	406 90
	Id. met 6 id. .	312 60	71 60	384 20	201 50	74 80	276 30
	Id. met 8 id. .	280 20	54 70	334 90	114 80	39 60	154 40
20,000	Ongehuwd. . . .	643 »	236 50	879 50	643 »	323 »	966 »
	Gehuwd zonder kind.	631 »	222 10	853 10	627 80	300 50	928 30
	Id. met 2 kind.	604 »	202 60	806 50	594 »	257 40	851 40
	Id. met 4 id. .	577 »	165 70	742 70	516 80	201 »	723 80
	Id. met 6 id. .	547 60	136 60	684 20	401 20	156 »	557 20
	Id. met 8 id. .	515 20	109 70	624 90	291 »	163 40	454 40

Gemeenten van 30,000 tot en niet met 60,000 inwoners.

Bedrag der belastbare zuivere inkomsten 1	Toestand van het gezin. 2	Bestaande stelsel.			Nieuw stelsel		
		Bedrijfs-belasting 3	Supertaxe 4	Som van de kol. 3 en 4. 5	Bedrijfs-belasting 6	Supertaxe. 7	Som van de kol. 6 en 7. 8
5,000	Ongehuwd . . .	62 »	10 »	72 »	62 »	10 »	72 »
	Gehuwd zonder kind.	47 »	6 70	53 70	43 30	10 »	53 30
	Id. met 2 kind	47 »	»	47 »	42 »	»	42 »
	Id. met 4 id.	42 »	»	42 »	42 »	»	42 »
	Id. met 6 id.	42 »	»	42 »	42 »	»	42 »
	Id. met 8 id.	42 »	»	42 »	42 »	»	42 »
10,000	Ongehuwd . . .	212 »	60 »	272 »	212 »	95 »	307 »
	Gehuwd zonder kind.	197 »	54 20	251 20	193 30	83 10	276 40
	Id. met 2 kind.	167 »	43 40	210 40	155 80	60 60	216 40
	Id. met 4 id.	137 »	30 »	167 »	96 »	31 50	127 50
	Id. met 6 id.	101 »	18 20	119 20	22 10	5 »	27 10
	Id. met 8 id.	65 »	8 80	73 80	42 »	»	42 »
	Ongehuwd . . .	402 »	135 »	537 »	402 »	195 »	597 »
	Gehuwd zonder kind.	387 »	125 40	512 40	383 30	178 10	561 40
	Id. met 2 kind	357 »	107 10	464 10	345 80	145 60	491 40
	Id. met 4 id.	327 »	86 20	413 20	276 50	106 50	383 »
	Id. met 6 id.	291 »	66 90	357 90	183 60	68 90	252 50
	Id. met 8 id.	255 »	50 »	305 »	99 »	33 »	132 »
20,000	Ongehuwd . . .	637 »	235 »	872 »	637 »	320 »	957 »
	Gehuwd zonder kind.	622 »	220 40	842 40	618 30	296 90	915 20
	Id. met 2 kind	592 »	192 10	784 10	580 80	251 90	832 70
	Id. met 4 id.	562 »	161 20	723 20	499 70	200 30	700 »
	Id. met 6 id.	526 »	131 90	657 90	383 40	150 20	533 60
	Id. met 8 id.	490 »	105 »	595 »	275 30	101 80	377 10

Gemeenten van 60,000 inwoners en daarboven.

Bedrag der elastbare zuivere inkomsten. 1	Toestand van het gezin. 2	Bestaande stelsel.			Nieuw stelsel.		
		Bedrijfsbelasting. 3	Supertaxe. 4	Som van de kol. 3 en 4. 5	Bedrijfsbelasting. 6	Supertaxe. 7	Som van de kol. 6 en 7. 8
5,000	Ongehuwd . . .	47 »	7 »	54 »	47 »	10 »	57 »
	Gehuwd zonder kind	29 »	3 20	32 20	24 50	5 »	29 50
	Id. met 2 id.	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. met 4 id.	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. met 6 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
	Id. met 8 id. .	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
10,000	Ongehuwd . . .	197 »	57 »	254 »	197 »	89 »	286 »
	Gehuwd zonder kind	179 »	50 70	229 70	174 50	76 »	250 50
	Id. met 2 id.	143 »	36 »	179 »	128 »	47 20	175 20
	Id. met 4 id.	101 »	21 »	122 »	61 80	18 »	79 80
	Id. met 6 id. .	57 80	8 80	66 60	12 »	»	12 »
	Id. met 8 id.	12 »	»	12 »	12 »	»	12 »
15,000	Ongehuwd . . .	387 »	132 »	519 »	387 »	189 »	576 »
	Gehuwd zonder kind.	363 »	122 »	494 »	364 50	171 »	535 50
	Id. met 2 id. .	333 »	99 80	432 80	318 »	132 20	450 20
	Id. met 4 id.	291 »	77 20	368 20	242 30	93 »	335 30
	Id. met 6 id. .	247 80	57 60	305 40	147 90	54 60	202 50
	Id. met 8 id. .	199 20	40 60	239 80	63 »	19 80	82 80
20,000	Ongehuwd . . .	622 »	232 »	854 »	622 »	314 »	936 »
	Gehuwd zonder kind	604 »	217 »	821 »	599 50	289 80	889 30
	Id. met 2 id.	568 »	184 80	752 80	553 »	238 40	791 40
	Id. met 4 id. .	526 »	152 20	678 20	465 50	186 80	652 30
	Id. met 6 id.	482 80	121 60	604 40	347 70	135 90	483 60
	Id. met 8 id. .	434 20	95 60	529 80	239 30	88 60	327 90

BELASTING OP DE INKOMSTEN.

Voorbeelden waaruit het bedrag blijkt der vermindering op de supertaxe, welke voortaan zou ten bate komen van de schatplichtigen, die **enkel** de *super-taxe* verschuldigd zijn, en gemeenten bewonen van 60,000 inwoners en daarboven, en wel krachtens het beginsel dat de vermindering niet een maximum mag overschrijden.

Bedrag der belastbare zuivere inkomsten.	Toestand van het gezin.	Bruto-belasting.	Aftrok van 5 t. h. per persoon ten laste	Aftrok ten aanzien van het maximum voorzien bij artikel 14. § 2 van het ontwerp.	Zuivere belasting.
100,000	Ongehuwd . . .	7,989 »	»	»	7,989 »
	Gehuwd met 2 kinderen.	7,955 50	4,493 30	»	6,762 20
	Id. 4 id. .	7,924 »	4,981 »	»	5,943 »
	Id. 8 id. .	7,836 »	3,526 20	»	4,309 80
200,000	Ongehuwd . . .	34,089 »	»	»	34,089 »
	Gehuwd met 2 kinderen	34,055 50	5,108 30	3,000 »	31 055 50
	Id. 4 id. .	34,024 »	8,306 »	5,300 »	28,724 »
	Id. 8 id. .	33,936 »	15,271 20	(¹) 12,087 20	21,848 80
250,000	Ongehuwd . . .	49,089 »	»	»	49,089 »
	Gehuwd met 2 kinderen.	49,055 50	7,358 30	3,000 »	46 055 50
	Id. 4 id. .	49,024 »	12,256 »	5,300 »	43,724 »
	Id. 8 id. .	48,936 »	22,021 20	(²) 14,093 60	34 842 40
500,000	Ongehuwd . . .	124,089 »	»	»	124,089 »
	Gehuwd met 2 kinderen	124,055 50	18,608 30	3,000 »	121,055 50
	Id. 4 id. .	124,024 »	31,006 »	5,300 »	118,724 »
	Id. 8 id. .	123,936 »	55,771 20	15,500 »	108,436 »
1,000,000	Ongehuwd . . .	274 089 »	»	»	274 089 »
	Gehuwd met 2 kinderen.	274,055 50	41,108 30	3,000 »	271 055 50
	Id. 4 id. .	274,024 »	68,506 »	5,300 »	268,724 »
	Id. 8 id. .	273,936 »	123,271 20	15 500 »	258,436 »

(¹) Hetzij een maximum-aftrok (5,300 frank) tot het vierde kind inbegrepen, bovendien fr. 1,696 80 (5 t. h. van de bruto-belasting, quantum dat in deze zaak beneden het maximum staat) voor elk der andere kinderen.

(²) Hetzij een maximum-aftrok (9,200 frank) tot het zesde kind inbegrepen, bovendien fr. 2,446.80 (5 t. h. van de bruto-belasting, quantum dat in deze zaak beneden het maximum staat) voor elk der laatste twee kinderen.